

ARRETE N° 2014-112

OCCUPATION DE VOIRIE

Le Maire de la Ville de Juvignac,

VU le Code de la Route et notamment les articles R.44, R.225 et R.225-1,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L.2211-1, L.2212-1 et L.2212-2 1^o,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

VU la demande de monsieur Henri MAUREL en date du 03 mars 2014

CONSIDERANT que les travaux de construction liés au permis 13M0058 nécessitent, le passage sur le domaine public,

ARRETE

Art.1 : Du 1^{er} avril au 30 juin 2014 les entreprises œuvrant pour le compte de monsieur MAUREL sont autorisées à accéder au chantier et à déboucher sur le CD 27^E depuis l'ouverture créée dans la clôture du 49 route de st Georges d'Orques .

Art.2 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés.

Art.3 : Les mesures de signalisation nécessaires seront prises pour permettre l'application des présentes dispositions. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par l'entreprise de gros œuvre de l'opération pendant toute la durée du chantier.

Art.4 : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra réparer tout dommage causé et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur état premier

Art.5 : Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués pour la commune dans l'intérêt général

Art.6 : La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée sans indemnités soit pour des raisons d'intérêt général soit pour non respect par le permissionnaire des articles ci-dessus


Art.7 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles seront constatées par des procès verbaux, transmis aux tribunaux compétents

Art.8 : Le Directeur Général des Services, le Directeur du Développement et de la Qualité de la Ville, le Chef de la Brigade de Gendarmerie, le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Juvignac, le 28 mars 2014

Pour Le Maire,

L'Adjoint Délégué à l'Administration Générale


Jean OUSSET
(Hérault)